

**UNION REGIONALE DES COMMUNES FORESTIERES
DE LA REGION P.A.C.A**

Association
Pavillon du Roy René - CD7 Valabre
13120 - GARDANNE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31/12/2023

Aux membres du conseil d'administration,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'UNION REGIONALE des Communes Forestières de la Région P.A.C.A relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3 - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 851-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

L'association perçoit des subventions de différents organismes publics, qui globalement représentent 70% des produits d'exploitation. Nous avons donc considéré que leur comptabilisation nécessitait une approche spécifique.

Nos travaux ont consisté à valider la réalité des subventions avec les décisions d'attribution, à analyser les méthodes de comptabilisation, à justifier les soldes à recevoir et à s'assurer que l'avancement des actions était correctement traduit dans les produits constatés d'avance et les fonds dédiés. De même, a été analysé les risques de non-recouvrement de certaines subventions et la couverture de ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Sur la base de nos contrôles, nous n'avons pas identifié de risques significatifs nécessitant une mention particulière dans notre présent rapport.

Sur ces points, nous attirons votre attention sur l'annexe des comptes annuels que nous avons contrôlée, en particulier sur le chapitre « règles et méthodes comptables ».

4 - Vérification du rapport moral et financier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de dissoudre l'association ou de cesser son activité.

6 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.
- s'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Salon-de-Provence,
Le 02 juillet 2024

MLA COMMISSARIAT
Jean-Marc Magnin
Commissaire aux comptes

Bilan Actif

		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Déprec.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	20 295	20 295		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 896	1 080	1 816	418
	Autres immobilisations corporelles	52 571	48 634	3 937	5 193
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	2 500	2 500		
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 775		1 775	1 775
TOTAL (I)		80 036	72 509	7 527	7 386
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	171 602		171 602	135 893
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 193 490		1 193 490	1 300 638
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	194		194	156 371
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	689		689	2 942
	TOTAL (II)	1 365 975		1 365 975	1 595 844
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		1 446 011	72 509	1 373 502	1 603 230
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				1 775	1 775
(3) dont à plus d'un an					

M.L.A. COMMISSARIAT
 Commissaire aux Comptes
 64, Cours Carnot
 13300 SALON DE PROVENCE
 Tél. 04 90 56 21 38
 SIRET: 380 693 291

Bilan Passif

		31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	60 000	60 000
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	154 923	141 711
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	3 725	13 212
	Total des fonds propres (situation nette)	218 648	214 923
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	218 648	214 923
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	5 000	13 422
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	5 000	13 422
Provisions	Provisions pour risques	15 000	15 000
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	15 000	15 000
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	240 704	319 980
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	53 785	28 873
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	168 456	185 834
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	299 000	254 000
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	372 911	571 198
	Total des dettes	1 134 855	1 359 885
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 373 502	1 603 230
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	3 724,75	13 212,15
	(1) Dont à moins d'un an	1 134 855	1 359 885
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	90 704	99 980

M.L.A. COMMISSARIAT
Commissaire aux Comptes
 64, Cours Carnot
 13300 SALON DE PROVENCE
 Tél. 04 90 56 21 38
 SIRET: 380 693 291

Compte de Résultat

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	5 625	5 250
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	199 609	100 849
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	643 670	653 039
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	9 442	15 473
	Utilisations des fonds dédiés	13 422	
	Autres produits	186 234	181 356
Total des produits d'exploitation		1 058 002	955 967
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	251 733	184 968
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	40 185	35 640
	Salaires et traitements	524 774	500 855
	Charges sociales	208 216	195 871
	Dotation aux amortissements et dépréciations	3 720	6 160
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	5 000	13 422
	Autres charges	10 252	1 475
Total des charges d'exploitation		1 043 880	938 390
RESULTAT D'EXPLOITATION		14 121	17 576

M.L.A. COMMISSARIAT
Commissaire aux Comptes
64, Cours Carnot
13300 SALON de PROVENCE
Tél. 04 90 56 21 38
SIRET: 380 693 291

Compte de Résultat

		31/12/2023	31/12/2022
RESULTAT D'EXPLOITATION		14 121	17 576
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	18	16
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		18	16
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	7 141	4 380
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		7 141	4 380
RESULTAT FINANCIER		(7 123)	(4 364)
RESULTAT COURANT avant impôts		6 998	13 212
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	131	
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		131	
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	3 404	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		3 404	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(3 273)	
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 058 151	955 983
TOTAL DES CHARGES		1 054 426	942 771
EXCEDENT ou DEFICIT		3 725	13 212
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

M.L.A. COMMISSARIAT
Commissaire aux Comptes
 64, Cours Carnot
 13300 SALON DE PROVENCE
 Tél. 04 90 56 21 38
 SIRET: 380 693 291

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'ANC relatif au plan comptable général et du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 373 502 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 1 058 151 euros** et un total **charges de 1 054 426 euros**, dégageant ainsi un **résultat de 3 725 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2023** et finit le **31/12/2023**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté hormis l'application du nouveau règlement comptable ANC 2018-06.

Informations générales :

L'association URACOFOR est l'union régionale des associations de communes forestières de la Région Provence Alpes Côte d'azur.

Ses missions sont :

1- Représenter les communes forestières et défendre leurs intérêts

Le réseau des Communes forestières constitue un outil de représentation et de lobbying pour défendre les intérêts des communes propriétaires de forêts.

Interlocuteur incontournable des pouvoirs publics, les Communes forestières concourent à la définition de politiques forestières ajustées aux besoins des territoires ruraux. Elles proposent aux maires des communes propriétaires de forêt des conseils et retours d'expériences sur des démarches cohérentes de valorisation des forêts communales sur les territoires.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, elles promeuvent et accompagnent le développement des territoires autour de projets forestiers, et sont à l'origine du Réseau régional des chartes forestières de territoires qu'elles animent en partenariat avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

M.L.A. COMMISSARIAT
Commissaire aux Comptes
64, Cours Carnot
13300 SALON de PROVENCE
Tél. 04 90 56 21 38
SIRET: 380 693 291

Règles et Méthodes Comptables

2- Accompagner les maires

Intégrées dans un réseau national, les Communes forestières Provence-Alpes-Côte d'Azur accompagnent les maires dans l'exercice de leurs responsabilités de propriétaires de forêts communales, d'aménageurs du territoire, de maîtres d'ouvrage de bâtiments et de responsables de la sécurité, pour tous leurs projets liés à la forêt et au bois.

Elles interviennent à travers plusieurs actions :

- Information / Formation des élus
- Appui aux projets forestiers territoriaux pilotés par les intercommunalités ou les Pays (ex. : Charte forestière de territoire)
- Accompagnement de l'idée à la mise en place et appui pour le fonctionnement des chaufferies bois énergie
- Appui à l'engagement dans la certification de la gestion durable des forêts PEFC
- Accompagnement pour l'exercice des responsabilités en lien avec la prévention des incendies (particulièrement pour le débroussaillage)
- Appui personnalisé sur toutes les questions forêt bois

3- Développer les partenariats

Par leur nature d'organisation d'élus et leur mission d'accompagnement des maires, les Communes forestières participent et suscitent la mise en place de partenariats avec :

- Les collectivités territoriales (Départements et Région) et l'Etat, dans le cadre de la définition et de la mise en œuvre de leurs politiques en matière de forêt et de valorisation du bois local
- L'Office National des Forêts, pour la mise en œuvre du régime forestier, qui confie la gestion des forêts communales à l'opérateur ONF
- Les membres de la filière, dans le cadre de son développement et de la structuration interprofessionnelle régionale
- D'autres organismes (associations d'élus, ADEME, ...), dans le cadre de projets et pour le développement de la filière forêt-bois

Dans le cadre du partenariat étroit qui les lie à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Communes forestières développent et co-animent l'Observatoire régional de la forêt méditerranéenne, dispositif de recensement, d'analyse et de diffusion de l'information forêt-bois, et outil d'aide à la décision au bénéfice des élus locaux.

Contribution volontaire :

Les contributions volontaires (bénévolat et mises à disposition de locaux) n'ont pas été évaluées sur l'exercice.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

M.L.A. COMMISSARIAT
Commissaire aux Comptes
64, Cours Carnot
13300 SALON de PROVENCE
Tél. 04 90 56 21 38
SIRET: 380 693 291

Règles et Méthodes Comptables

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Durées amortissements :

- Logiciels : 1 an
- Matériel de bureau : 3 ans
- Mobilier de bureau : 5 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Subventions à recevoir

Les subventions à recevoir ont été évaluées en fonction des arrêtés de subventions reçus et des périodes couvertes par ces subventions.

Fonds dédiés

En conformité avec les règlement 2018-06 ANC, la disposition stipulant une inscription en engagement à réaliser des montants restant à exécuter au titre des subventions de fonctionnement spécifiques non utilisées en totalité, a été appliquée.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou sur les comptes sur livret ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les intérêts courus sur les livrets ont été comptabilisés au 31 décembre..

Dettes

Les dettes ont été évaluées à leur valeur nominale.

M.L.A. COMMISSARIAT
Commissaire aux Comptes
64, Cours Carnot
13300 SALON de PROVENCE
Tél. 04 90 56 21 38
SIRET: 380 693 291

Règles et Méthodes Comptables

A la clôture de l'exercice ont été comptabilisé en "Fournisseur factures non parvenues" les factures concernant l'exercice en cours et comptabilisés sur l'exercice suivant.

Une provision pour congés acquis a été comptabilisée en vertu du principe d'indépendance des exercices.

Produits constatés d'avance

Les avances sur subventions comptabilisées en subvention perçues d'avance correspondent :

- à des avances reçues sur des subventions financant des actions réalisées sur les exercices futurs;
- à des subventions pluriannuelles constatées sur un exercice mais dont les actions seront engagées sur un ou plusieurs exercices suivants.

Sur l'exercice 2023, l'association a perçu des acomptes de subvention 2024 de la REGION, MRBE, DRAF et FEDER. Ces dernières ont été comptabilisées en produits constatés d'avances pour 372 911 €.

Autres informations

1. L'effectif au 31 décembre est de 18 ETP.

2. Engagement de retraite - A ce jour, les indemnités de fin de carrière n'ont pas été évaluées. A titre d'information, nous tenons à vous signaler que la convention collective est plus favorable que le légal. Certains salariés présentent une ancienneté importante au sein de l'association, ce qui générerait un coût élevé en cas de départ à la retraite.

3. Rémunération des dirigeants (Article 20 de la loi du 23 mai 2006) - L'URACOFOR est administré par un conseil d'administration de 10 membres. Les membres du conseil d'administration et du bureau ne perçoivent aucune rémunération pour l'exercice de leur fonction. Seuls les frais exposés dans le cadre de leur mission ont été pris en charge sur présentation des justificatifs.

Le poste de directeur salarié et deux adjoint constituent l'équipe de cadres dirigeants. Leur rémunération annuelle brute est de 136 509,73 €.

4. L'association dispose d'un plafond d'autorisation de mobilisations de créances à la Caisse d'Epargne de 100 K€ en quasi-totalité utilisé au 31/12/2023. D'un prêts d'un total de 150 000 € à été accordés d'une durée de 2 ans garantis par des arrêtés de subvention reçus et remboursables de manière anticipé à la réception des subventions.

5. Honoraires de commissariat aux comptes : 3 489 € TTC réglés en 2023

6. Détail des transferts de charges 2023 :

- refacturation de frais : 7 413 €
- remboursement formation (Uniformation) : 3 592 €

M.L.A. COMMISSARIAT
Commissaire aux Comptes
64, Cours Carnot
13300 SALON de PROVENCE
Tél. 04 90 56 21 38
SIRET: 380 693 291

Immobilisations

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
	Augmentations Réévaluations	Acquisitions	Diminutions Virement p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	22 683			2 389	20 295
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22 683			2 389	20 295

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 270		1 626		2 896
	Instal., agencement, aménagement divers					
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	50 336		2 235		52 571
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	51 606		3 861		55 467

BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
--	--	--	--	--	--	--

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés	2 500				2 500
	Prêts et autres immobilisations financières	1 775				1 775
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 275				4 275

TOTAL	78 564		3 861		2 389	80 036
--------------	---------------	--	--------------	--	--------------	---------------

M.L.A. COMMISSARIAT
 Commissaire aux Comptes
 64, Cours Carnot
 13300 SALON de PROVENCE
 Tél. 04 90 56 21 38
 SIRET: 380 693 291

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	15 000			15 000
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	15 000			15 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations				
	{ incorporelles				
	{ corporelles				
	{ legs ou donations				
	{ des titres mis en équivalence				
	{ titres de participation				
	{ autres immo. financières	2 500			2 500
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	2 500			2 500
	TOTAL GENERAL	17 500			17 500
Dont dotations et reprises	{ - d'exploitation				
	{ - financières				
Dont dotations et reprises	{ - exceptionnelles				
	Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.				

M.L.A. COMMISSARIAT
Commissaire aux Comptes
64, Cours Carnot
13300 SALON de PROVENCE
Tél. 04 90 56 21 38
SIRET: 380 693 291

Créances et Dettes

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 775	1 775	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	171 602	171 602	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 148	1 148	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	310 563	310 563	
	Divers	880 897	880 897	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	883	883	
	Charges constatées d'avance	689	689	
TOTAL DES CREANCES		1 367 556	1 367 556	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	90 704	90 704		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	150 000	150 000		
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	53 785	53 785		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	78 675	78 675		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	79 116	79 116		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	10 665	10 665		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	299 000	299 000		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	372 911	372 911		
TOTAL DES DETTES		1 134 855	1 134 855		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		70 000			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

M. A. COMMISSARIAT
 Commissaire aux Comptes
 64, Cours Carnot
 13300 SALON de PROVENCE
 Tél. 04 90 56 21 38
 SIRET: 380 693 291

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2022	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
BOE ANALYSE PLAQUETTES + CENDR	4 530		4 530				
AUDIT CHAUFFERIES	4 080		4 080				
SALAIRES M.PARENT	4 812		4 812				
ENGAGEMENT SUR FONDS DEDIES					5 000	5 000	
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	13 422		13 422		5 000	5 000	

M.L.A. COMMISSARIAT
Commissaire aux Comptes
 64, Cours Carnot
 13300 SALON de PROVENCE
 Tél. 04 90 56 21 38
 SIRET: 380 693 291

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			689
OXEM 2023-2024		269	
AOBE 2023-2024		420	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			689

M.L.A. COMMISSARIAT
Commissaire aux Comptes
 64, Cours Carnot
 13300 SALON de PROVENCE
 Tél. 04 90 56 21 38
 SIRET: 380 693 291

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			372 911
DRAAF REGION ADEVBOIS ANIM OFME 22		8 511	
MRBE ADEME ANIM ET COM 23-24		130 000	
MRBE DRAAF 2024		12 500	
REGION 2024 ACOMPTE		221 900	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			372 911

M.L.A. COMMISSARIAT
Commissaire aux Comptes
 64, Cours Carnot
 13300 SALON de PROVENCE
 Tél. 04 90 56 21 38
 SIRET: 380 693 291

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise	60 000				60 000
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves	141 711	13 212			154 923
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	13 212	(13 212)	3 725		3 725
Situation nette	214 923		3 725		218 648
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	214 923		3 725		218 648

M.L.A. COMMISSARIAT
Commissaire aux Comptes
 64, Cours Carnot
 13300 SALON de PROVENCE
 Tél. 04 90 56 21 38
 SIRET: 380 693 291

**UNION REGIONALE DES COMMUNES FORESTIERES
DE LA REGION P.A.C.A**

Association
Pavillon du Roy René - CD7 Valabre
13120 - GARDANNE

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS 31/12/2023**

Aux membres du conseil d'administration,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

CONVENTIONS PASSES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE :

- Avec l'Association des Communes Forestières des Alpes Maritimes au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 30.000 € le 18 septembre 2023. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2023.

- Avec l'Association des Communes Forestières des Alpes de Haute Provence au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 3.000 € le 28 septembre 2023 et une avance de 2.000 € le 29 septembre 2023. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2023.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Bouches du Rhône au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 10.000 € le 02 novembre 2023. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2023.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

Nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

CONVENTION D'AVANCE DE TRESORERIE :

- Avec l'Association des Communes Forestières des Bouches du Rhône au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 10 000 € le 19 novembre 2020. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 janvier 2021.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Alpes de Haute Provence au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 20 000 € le 18 août 2020. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2020.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Hautes-Alpes au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 20 000 € le 20 août 2020. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2020.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Hautes-Alpes au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 10 000 € le 21 décembre 2020. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 mars 2021.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Bouches du Rhône au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 40 000 € le 1^{er} octobre 2020. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 janvier 2021.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Bouches du Rhône au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 20 000 € le 7 septembre 2020. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2020.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Bouches du Rhône au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 20 000 € le 28 juillet 2020. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 30 octobre 2020.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Bouches du Rhône au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 40 000 € le 26 juin 2020. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 30 septembre 2020.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Bouches du Rhône au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 5 000 € le 20 mai 2021. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2021.

- Avec l'Association des Communes Forestières des Bouches du Rhône au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 12 000 € le 1er septembre 2021. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2021.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Bouches du Rhône au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 10 000 € le 3 novembre 2021. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2021.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Alpes de Haute Provence au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 15 000 € le 1er février 2021. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2021.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Alpes de Haute Provence au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 10 000 € le 14 janvier 2021. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2021.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Hautes-Alpes au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 7 000 € le 1er février 2021. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 décembre 2021.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Alpes de Haute Provence au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 10.000 € le 02 novembre 2022. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 janvier 2023.
- Avec l'Association des Communes Forestières des Hautes Alpes au profit de L'Union Régionale des Communes Forestières PACA pour une avance de trésorerie de 5.000 € le 02 novembre 2022. Le remboursement du prêt devait avoir lieu au plus tard le 31 janvier 2023.

Au 31 décembre 2023, ces avances n'ont pas été remboursées, et les derniers avenants de prolongation portés à notre connaissance mentionnent les remboursements au plus tard le 31 décembre 2024.

Fait à Salon-de-Provence,
Le 02 Juillet 2024



MLA COMMISSARIAT
Jean-Marc MAGNIN
Commissaire aux comptes